

Paris, le 20 décembre 2011

Communiqué

Marie-Pierre de la Gontrie,

Secrétaire nationale aux libertés publiques et à la justice,

André Vallini,

Responsable de la justice dans l'équipe de campagne de François Hollande

A 4 mois de la présidentielle, Nicolas Sarkozy poursuit son "mercato" des procureurs

Le gouvernement a décidé d'engager l'un des plus vastes mouvements de procureurs depuis longtemps : 14 des 35 procureurs généraux vont ainsi être nommés prochainement.

Quelle est la justification de ce gigantesque mouvement si ce n'est de permettre, à cette occasion, quelques nominations sûres ?

Ainsi, après la nomination du directeur de cabinet du ministre comme procureur de Paris, et après avoir dû renoncer à celle d'une ancienne directrice de cabinet comme procureur général de Bordeaux, Nicolas Sarkozy veut désormais nommer au parquet de Bordeaux le chef de l'inspection des services judiciaires, qui avait été nommé à ce poste par Rachida Dati.

Fondateur de l'association professionnelle des magistrats, ancien collaborateur d'Alain Juppé, ce magistrat s'illustra en convoquant nuitamment un membre du parquet de Sarreguemines pour explication.

Aujourd'hui, le poste de procureur général de Bordeaux fait l'objet de toute l'attention inquiète du gouvernement depuis le dépaysement des affaires Bettencourt et les possibles mises en cause d'Eric Woerth et de Nicolas Sarkozy.

Dix jours après la résolution de la conférence des procureurs réclamant une plus grande indépendance, le gouvernement s'obstine dans la voie du contrôle du parquet avant l'échéance électorale.